



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
16 avril 1998  
Français  
Original: anglais

---

### Reprise de la session d'organisation pour 1998

7 et 8 mai 1998

Point 7 de l'ordre du jour

**Élections, présentation de candidatures, confirmation  
des candidatures et nominations**

### **Nomination de trois membres du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme**

#### **Note du Secrétaire général**

1. Le 20 février 1998, le Secrétaire général a adressé à tous les États Membres une note verbale les informant que le Conseil économique et social devrait, à la reprise de sa session d'organisation pour 1998, nommer trois candidats appelés à siéger au Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, lorsque le mandat de trois de ses membres viendrait à expiration le 30 juin 1998. Dans cette note, le Secrétaire général demandait aux gouvernements de présenter les noms et curriculum vitae de leurs candidats le 31 mars 1998 au plus tard.
2. Conformément aux dispositions du statut de l'Institut, le Conseil d'administration se compose de 11 membres, désignés par les États et nommés par le Conseil économique et social, compte dûment tenu du fait qu'il convient de respecter le principe d'une répartition géographique équitable. Les membres du Conseil siègent à titre individuel pour une durée de trois ans à compter de la date de leur nomination. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions pour un second mandat. La composition actuelle du Conseil est indiquée à l'annexe I.
3. À sa première session ordinaire de 1983, le Conseil économique et social a décidé, sur la proposition du Président, de maintenir l'équilibre géographique de facto du Conseil d'administration, sans préjuger des décisions qu'il pourrait vouloir prendre ultérieurement quant à la composition et la répartition des sièges de cet organe (voir E/1983/SR.13). En conséquence, il faudrait, pour maintenir l'équilibre géographique existant, nommer aux postes qui deviendront vacants un membre de chacun des trois groupes régionaux concernés.

4. Les candidats dont les noms suivent ont été désignés par leurs gouvernements respectifs en réponse à la note verbale du Secrétaire général. On trouvera leur notice biographique à l'annexe II.

**États d'Afrique**

Mamosebi Theresia Pholo (Lesotho)  
Jacob Félicien Andriampanjava (Madagascar)  
Sheila Bunwaree-Ramharai (Maurice)  
Neddy Rita Matshalaga (Zimbabwe)

**États d'Europe occidentale et autres États**

Ana María Braga da Cruz (Portugal)  
Cecilia Valcárcel Alcázar (Espagne)

**États d'Amérique latine et des Caraïbes**

Esther María Ashton (Bolivie)\*

---

\* Membre du Conseil d'administration de 1995 à 1998, elle peut prétendre à un second mandat.

## Annexe I

### Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

#### Composition à partir du 1er juillet 1997

*Mandat venant  
à expiration  
le 30 juin*

|  |      |
|--|------|
| Selma Acuner (Turquie) .....             | 2000 |
| Ibsan Abdalla Algabshawi (Soudan)* ..... | 1998 |
| Esther María Ashton (Bolivie)* .....     | 1998 |
| Zakia Amara Bouaziz (Tunisie) .....      | 2000 |
| Maria Jonas (Autriche) .....             | 1999 |
| Noëlie Kangoye (Burkina Faso) .....      | 1999 |
| Mona Chemali Khalaf (Liban) .....        | 1999 |
| Norica Nicolai (Roumanie) .....          | 2000 |
| Els Postel-Coster (Pays-Bas)* .....      | 1998 |
| Glenda P. Simms (Jamaïque) .....         | 2000 |
| Amaryllis T. Torres (Philippines) .....  | 2000 |

---

\* Membre dont le mandat arrive à expiration.

## Annexe II

### **Notice biographique des candidats aux sièges de membres du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme**

**Esther María Ashton** (Bolivie). Diplomate de carrière, a occupé le poste de Chargé d'affaires de la Bolivie auprès du Danemark. A assumé plusieurs hautes fonctions officielles : Conseillère et Directrice du Département Amérique du Nord au Ministère bolivien des affaires étrangères, Conseillère à la Mission permanente de la Bolivie auprès de l'ONU, représentante à la Troisième Commission de l'Assemblée générale et au Deuxième Comité du Conseil économique et social; Vice-présidente du Deuxième Comité du Conseil, représentante au Conseil d'administration de l'UNICEF et représentante de l'UNICEF à la réunion conjointe UNICEF/Organisation mondiale de la santé (OMS) à Genève. Membre de la délégation bolivienne à la Commission des stupéfiants à Vienne et à la Conférence plénipotentiaire qui a adopté la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes.

**Mamosebi Theresia Pholo** (Lesotho). Président-Directeur général et Secrétaire exécutive de l'Office de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Conseillère de la Couronne dans la section du droit civil du greffe et du ministère public, interprète et greffier. A participé à des séminaires internationaux de formation dans les domaines suivants : formation de formateurs aux questions d'égalité entre les sexes, droit international et droits des femmes, méthodologie de la recherche, collecte de données et rédaction de rapports, condition des femmes dans les pays en développement, violence à l'égard des femmes et quatrième Conférence mondiale sur les femmes. A rédigé des mémoires sur la violence à l'égard des femmes, les droits des femmes, le meurtre de femmes en Afrique australe et les femmes et l'environnement. Membre de plusieurs associations juridiques s'intéressant à l'intégration des femmes au développement et à leur émancipation politique. Membre de la Commission de la réforme de la législation au Lesotho. Membre du Comité consultatif de privatisation et de l'équipe de travail chargée d'élaborer la politique du Lesotho en matière d'égalité entre les sexes et coordinatrice de l'étude sur la condition de la femme et du rapport initial du Lesotho soumis au Comité sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

**Jacob Félicien Andriampaniava** (Madagascar). Directeur de la condition sociale au Ministère de la population et de la solidarité. A participé à de nombreux séminaires, colloques et conférences portant sur le développement social, les rapports nationaux sur les femmes, la politique démographique nationale, la population et le développement, la promotion du développement socioéconomique, les jeunes handicapés, le développement durable et la pauvreté. A publié des travaux de recherche sur les thèmes suivants : tourisme, problèmes urbains, développement régional et protection de l'environnement maritime et côtier. Consultant auprès du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans les domaines du développement social, de la planification économique et du développement régional et auprès de la Banque mondiale dans le cadre d'une étude sur la géographie et l'histoire de Madagascar. A dirigé de nombreux projets sur la population, le développement social, le redressement social, l'intégration économique des handicapés, les services urbains destinés aux enfants. Membre de la délégation du Conseil d'administration du PNUD et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) qui s'est rendue à Tunis et au Liban.

**Sheila Bunwaree-Ramharai** (Maurice). Professeur de sociologie à l'Université de Maurice. Chargée de cours dans plusieurs branches de la sociologie particulièrement axées sur la condition des

femmes. A dirigé des thèses de doctorat et des mémoires de deuxième cycle universitaire sur le même sujet. Consultante auprès du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Ministère des affaires sociales dans le domaine de développement social, en particulier pour ce qui est de la condition des femmes et du plan national d'action. Conseillère technique des Ministères des droits des femmes, du développement rural et urbain, et des affaires sociales. Présidente du Groupe de recherche sur la jeunesse au Ministère de la jeunesse et des sports, en collaboration avec la Division des femmes et de la jeunesse du secrétariat du Commonwealth à Londres. Représentante de l'Université de Maurice au Comité national de coordination des activités préparatoires du Sommet mondial pour le développement social et membre de la délégation officielle participant au Sommet. Membre et secrétaire du groupe de travail qui a réalisé l'étude nationale sur les perspectives à long terme financée par le Ministère de la planification et du développement économiques et le PNUD. Représentante spéciale à la réunion ministérielle intitulée «Forum des éducatrices africaines». A publié de nombreux travaux dans les domaines suivants : condition des femmes, éducation, économie, exclusion sociale, marginalisation des filles, développement durable, divisions ethniques et nationalisme économique, mondialisation, sciences sociales et développement, ressources humaines et femmes et construction de l'avenir.

**Ana María Braga da Cruz** (Portugal). Conseillère principale auprès de la Commission de l'égalité et des droits des femmes, Division du Nord, chargée : d'élaborer des méthodes de recherche et de mise en oeuvre des programmes; de donner des conseils aux associations féminines sur les questions liées à la condition de la femme; d'élaborer des projets axés sur le marché et dirigés par des femmes dans les zones rurales; de donner des conseils juridiques et d'offrir un encadrement psychologique; d'établir des contacts avec des associations et groupements féminins; d'assurer la coordination de projets de formation sur le renforcement des capacités des coopératives et du secteur tertiaire, la gestion professionnelle, la commercialisation des produits artisanaux et les femmes migrantes. Conseillère auprès de l'UNESCO dans le cadre d'une mission visant à organiser les femmes du Mozambique. Conseillère auprès du FNUAP pour une mission d'évaluation en Guinée-Bissau et une mission d'enquête en Angola, au Malawi et au Zimbabwe. Conseillère auprès du PNUD pour une mission de consultation au Cap-Vert en vue de la création d'un institut sur la condition de la femme, et au Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour aider le Gouvernement cap-verdien à mettre en oeuvre un programme de lutte contre la pauvreté. Formatrice dans le cadre de projets concernant les femmes rurales, la sécurité, la santé et les services sociaux; participe à l'évaluation de projets dont la coordination est assurée par des organisations non gouvernementales, aux activités d'un service chargé de fournir par téléphone, à titre bénévole, des conseils en matière de prévention du suicide et à l'organisation de séminaires et colloques. Membre du Conseil d'administration de la section portugaise du Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, de l'Association des femmes juristes et de l'Association des femmes migrantes. Présidente fondatrice de l'Association de la santé maternelle et membre fondatrice de l'Association portugaise d'études sur les femmes.

**Cécilia Valcárcel Alcázar** (Espagne). Conseillère à l'Institut universitaire pour les femmes de l'Université autonome de Madrid. Consultante auprès de la Fondation Gregorio Sánchez, chargée d'élaborer des projets soucieux d'égalité entre les sexes. Conseillère et documentaliste de Editorial Forum, S.A. A mis au point et assuré la programmation des activités culturelles de l'Hôtel de ville de Móstoles dans le centre de l'Espagne. Consultante et conseillère dans le cadre de projets axés sur la lutte pour l'égalité entre hommes et femmes. A effectué des travaux de recherche sur la condition des femmes et la citoyenneté, les femmes dans l'art espagnol et les femmes latino-américaines.

**Neddy Rita Mathshalaga** (Zimbabwe). Chargée de recherche et consultante en matière d'intégration des femmes au développement à l'Institut d'études sur le développement de l'Université du Zimbabwe; participe à la diffusion des résultats de la recherche par le biais du bulletin de l'Institut et d'autres revues universitaires. Organise des ateliers de formation consacrés aux questions d'égalité entre les sexes, participe à des séminaires dans ce domaine, rédige et présente des communications sur les travaux relatifs à l'intégration des femmes au développement; consultante auprès d'institutions gouvernementales et d'organisations non gouvernementales pour les questions de disparités entre les sexes, de développement et d'autres thèmes d'intérêt. A publié plusieurs travaux sur les femmes, la sécurité alimentaire en zone urbaine et les stratégies de survie au Zimbabwe, le secteur informel urbain et la pauvreté urbaine à Harare et les effets de l'ajustement structurel sur les communautés rurales au Zimbabwe.

---